
Les réfugiées acadiennes dans l'Atlantique français : des voix effacées

Acadian female refugees in the French Atlantic – erased voices

Adeline Vasquez-Parra



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/eccs/3292>

DOI : 10.4000/eccs.3292

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2020

Pagination : 31-51

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

Adeline Vasquez-Parra, « Les réfugiées acadiennes dans l'Atlantique français : des voix effacées », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 88 | 2020, mis en ligne le 01 juin 2021, consulté le 11 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/3292> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eccs.3292>

AFEC

Les réfugiées acadiennes dans l'Atlantique français : des voix effacées

Adeline VASQUEZ-PARRA, Université Libre de Bruxelles

Les réfugiées acadiennes exilées dans l'Atlantique français n'ont pas beaucoup attiré l'attention. Ces femmes ont pourtant été en première ligne de la relance coloniale française au lendemain du traité de Paris (1763). La France ayant perdu la majeure partie de son empire en Amérique du Nord, entrevoit ces femmes comme de potentielles nouvelles colonisatrices. Certaines sources montrent qu'elles agissent sur leur situation de vulnérabilité sociale et économique notamment dans les ports français où elles sont réfugiées à partir de 1758, décentrant le récit du « Grand Dérangement » où elles apparaissent en filigrane.

Acadian female refugees exiled in the French Atlantic have not attracted much attention. These women were however on the forefront of the French colonial revival in the Treaty of Paris' aftermath (1763). Having lost most of its empire in North America, the kingdom of France conceived these women as potential new colonizers. Some historical sources show that these women found enough courage to act upon their social and economic conditions, especially in the French ports where they took refuge from 1758 onwards. This feminine narrative overlooks the traditional historical point of view based on the "Great Upheaval".

Du rôle des réfugiées acadiennes déportées en 1755 par les troupes britanniques, rien n'a été écrit¹ en dehors des textes littéraires ayant cristallisé leurs souffrances tels le roman d'Antonine Maillet, *Pélagie-la-Charrette* (1979), ou *Évangéline* (1847). Ce poème de l'écrivain américain Henry Wadsworth Longfellow représente la réfugiée acadienne sous les traits d'une victime façonnée par la catastrophe, Évangéline Bellefontaine, alors que se développe à la même époque l'histoire du « peuple acadien » (RAMEAU DE SAINT-PERE 1859). Figure mythique, Évangéline devient au XX^e siècle, l'étendard d'une culture acadienne diasporique et mémorielle (MAGORD 2003, THERIAULT 2013).

Les femmes acadiennes sont déportées en août 1755 à la veille de la guerre de Sept Ans (1756-1763) entre la France et la Grande-Bretagne, en raison de suspicions quant à leur allégeance à la Couronne britannique. C'est le « Grand Dérangement ». Les Britanniques administraient l'Acadie, située à l'Est du Canada actuel, depuis la perte française de cette dernière en 1713. Au moment de la signature du traité de Paris (1763) mettant fin à la guerre de Sept Ans, les Acadiens sont considérés comme d'anciens prisonniers de guerre par les Britanniques mais deviennent des réfugiés pour les Français qui en accueillent 3 500. La fin du Grand Dérangement en Amérique du Nord génère de « nouveaux

¹ Hormis les études locales de LANE JONAH 2007 et BASQUE 2003.

dérangements » au sein de l'Atlantique français (MOUHOT 2009, HODSON 2012, GODFROY 2014, VASQUEZ-PARRA 2018). L'administration française les utilise alors dans diverses politiques de peuplement colonial.

Dans les ports atlantiques, les femmes acadiennes survivent et résistent aux pouvoirs politique et communautaire à l'instar de Marie-Judith Durel, réfugiée en France. Celle-ci est citée par le marquis Louis-Nicolas de Pérusse des Cars en 1775 dans sa liste énumérant les Acadiens à expulser du Poitou en raison de sabotages agricoles. Conservée aux archives départementales de la Vienne (MARTIN 2002), cette liste dément toute absence « d'agentivité » féminine pendant l'exil.² Cette expression, empruntée aux études de genre, désigne la capacité d'action d'un sujet et son action elle-même (GUILHAUMOU 2012, 25). La production historique subordonne pourtant actions et discours féminins à l'agir masculin. Ce dernier s'incarne dans la négociation politique (BELLIVEAU 1975 ; HODSON 2012), le regroupement familial (BRASSEAU 1991) ou les attitudes au regard de la sujétion britannique (FARAGHER 2006 ; GRIFFITHS 2009). L'historienne Phyllis LeBlanc regroupe ces pratiques derrière le cadre national qui limite l'intégration des femmes acadiennes à l'histoire. Ces femmes ne sont considérées ni comme des sujets autonomes, ni comme des sujets de leur propre passé mais comme les garantes d'un fait national acadien où elles apparaissent en tant que mère et épouse (LEBLANC 2020).

Opérant par le décentrement du regard, c'est-à-dire l'ouverture à des catégories de populations écartées de la narration historique (TROUILLOT 1995), cette étude souhaite élargir le champ de recherche des sources primaires dans le cadre conceptuel de l'agentivité féminine. Pour ce faire, elle adjoint aux archives nationales d'outre-mer et départementales, des correspondances d'Acadiennes et des mémoires de témoins locaux. Cet article propose ensuite trois pistes de recherches : la relecture des correspondances féminines, l'étude des rapports entre condition féminine et bienfaisance d'État, puis, entre réfugiées acadiennes et politiques coloniales françaises. Ces pistes doivent contribuer à restituer une expérience spécifiquement féminine de l'exil acadien sur laquelle planent de nombreuses inconnues. Par exemple, les regroupements dans des communautés socio-professionnelles (couturières ou blanchisseuses) ont-ils favorisé des déplacements exclusivement féminins ?

Cet article ne prétend pas relire toute l'histoire de la déportation acadienne du point de vue des femmes, même si cette entreprise demeure

² Traduction du terme *agency* en anglais, elle est comprise ici comme une puissance d'agir, capacité constituée par une économie et une performance de soi, qui permet de négocier une autonomie (BUTLER 2007 ; GUILHAUMOU 2012).

LES RÉFUGIÉES ACADIENNES DANS L'ATLANTIQUE FRANÇAIS : DES VOIX EFFACÉES

souhaitable. Il montre néanmoins que ce point de vue offre une autre conception de l'exil, éloignée de celle des acteurs masculins jusqu'ici privilégiée par l'historiographie. Ces acteurs cherchent à reconstruire des liens hiérarchiques entre familles étendues rompus par la déportation. Cette perception clanique du groupe en exil est imposée par les anciens concessionnaires des exploitations agricoles. Avant la déportation, ces dernières rassemblaient plusieurs familles étendues sur une même concession selon la tenure de propriété en commun (BRUN 2003, 10, CLARKE 2000). Envisagée comme une expropriation, la déportation met donc à mal le pouvoir d'un certain nombre de chefs (et futurs chefs) de familles étendues sur le tissu social acadien. L'exil acadien au féminin dépeint plutôt un tissu social nouveau formé au sein de la cellule familiale nucléaire, et non étendue. De nouvelles solidarités y voient le jour, entre sœurs par exemple. À un niveau plus collectif, l'exil au féminin passe par l'intégration à la société française d'Ancien Régime grâce au mariage exogame (plus nombreux chez les Acadiennes que chez les Acadiens) et modifie le régime de subsistance familial grâce à l'insertion professionnelle. La traque des sources féminines dévoile-t-elle un nouveau récit du Grand Dérangement qui s'écarte de celui jusqu'ici adopté par l'historiographie ?

Les réfugiées acadiennes

Qui étaient les Acadiennes et surtout, peut-on poser l'existence de leur expérience historique sur la longue durée ou cette dernière n'est-elle que le reflet d'une plus vaste expérience des femmes françaises ayant peuplé les territoires ultra-marins ?

Pendant la période française, seul un petit nombre de femmes s'engage dans la colonisation de la Cadie ou Accadie, ainsi orthographiée dans les sources françaises, fondée en 1604 par le royaume de France. Dès 1603, le roi Henri IV commissionne un investisseur protestant, Pierre du Gast, sieur de Monts, pour administrer les territoires de l'Acadie, du Canada et de la Nouvelle-France situés entre le quarantième et le soixantième degré (GRIFFITHS 2009, 4). L'idée d'une colonie de peuplement ne surgit que vingt ans plus tard avec la création de la Compagnie de la Nouvelle-France. Également nommée Compagnie des Cent-Associés, elle est en grande partie composée d'investisseurs privés acceptant d'établir des colons français en échange d'un monopole sur le commerce de la fourrure (GRIFFITHS 2009, 5).

À partir de 1632, les colons se stabilisant, des femmes sont recrutées dans toute la France pour peupler la nouvelle colonie. Cette entreprise s'opère sur la base du volontariat : de nombreuses femmes déjà en couple avec un homme parti

en Acadie s'engagent pour le voyage outre Atlantique. Les recrutements se font essentiellement sur les terres des seigneurs engagés dans la Compagnie et originaires des provinces de l'Ouest de la France (Aunis, Saintonge, Poitou, Normandie, Bretagne) mais on compte aussi quelques engagements dans le Perche, la Touraine, la Guyenne ou l'Ile-de-France (LEBLANC 2010). Seule une petite soixantaine de familles françaises émigrent vers la colonie durant tout le XVII^e siècle. Les femmes sont souvent issues de milieux ruraux modestes. Bien souvent illettrées, elles sont rôdées aux travaux d'intérieur requis dans les milieux populaires d'Ancien Régime : lessives, blanchiment du linge, cuisine, tenue d'une basse-cour, ménage, etc. (LANG, LANDRY 2001, 43). Leur statut juridique est défini par la Coutume de Paris qui les soumet à l'autorité de leurs pères ou époux. Bien que leur rôle social se limite essentiellement à celui de mère et de femme d'intérieure, les premières habitantes françaises de l'Acadie participent aussi à certaines activités économiques, aux travaux des champs ou à l'entretien des potagers (BASQUE, MCKEE ALLAIN, LEBLANC 2000). L'absence de produits manufacturés conduit un grand nombre d'entre elles à s'initier au tissage, à la couture et au tricot afin de pourvoir à leur habillement ou à celui de leur famille (BRUN 2003, 14). Dépendantes du bon vouloir de la métropole tant par la politique que par le droit, les femmes d'Acadie entrent d'abord dans les desseins coloniaux français qui ne les conçoivent qu'en rapport à un homme (LANG, LANDRY 2001, 44).

Lorsque l'Acadie devient anglaise en 1713, elle est renommée Nouvelle-Écosse (ou *Nova Scotia* en anglais). Les tentatives d'assimilation des colons acadiens, sujets français et catholiques, sont immédiates. Nombre d'entre eux opposent la neutralité au serment d'allégeance exigé par la Couronne britannique (PARMENTER, ROBINSON 2007, 168). L'Église catholique continue d'exercer une forte influence auprès des Acadiennes et les admoneste de prêter le serment (MANCKE, PLANK, REID, BASQUE 2004). Si la Grande-Bretagne refuse en principe le culte catholique sur ses territoires, celui-ci est toléré en Acadie. Les missionnaires français restent présents en Acadie jusqu'à la guerre de Succession d'Autriche (1740-1745). Aidés par les religieuses françaises, ils s'occupent de l'éducation des jeunes filles acadiennes, les rapprochant toujours un peu plus de l'Église qui prône des solutions d'accommodements avec les Britanniques (LANG, LANDRY 2001, 44).

À la veille de la guerre de Sept Ans, les Britanniques craignent plus que jamais leurs nouveaux sujets dont certains refusent le serment d'allégeance. La Nouvelle-Écosse compte alors entre 13 et 15 000 Acadiens. En août 1755, les garnisons britanniques reçoivent l'ordre d'évincer les Acadiens de leurs terres pour les disperser dans les autres colonies britanniques. De 1755 à 1760, 6 050 Acadiennes et Acadiens sont ainsi expropriés des principales régions d'Acadie :

LES RÉFUGIÉES ACADIENNES DANS L'ATLANTIQUE FRANÇAIS : DES VOIX
EFFACÉES

Grand Pré (2 182 personnes), Annapolis Royal anciennement Port Royal (1 664), Pisiquid (1 100) et Beaubassin (1 100) (BRASSEAU 1991, 4). Refoulés par la colonie de Virginie, 1 100 d'entre eux sont envoyés vers la Grande-Bretagne où ils sont ensuite rejoints par d'autres groupes (LEBLANC 1979).

Les rares témoignages des opérations de déportation sont ceux des militaires britanniques qui décrivent les femmes acadiennes apeurées par les démonstrations de force. L'un d'entre eux, John Thomas, médecin militaire, relate ainsi dans son journal :

En compagnie des 700 hommes sous le commandement du colonel Scott, nous marchâmes toute la nuit. Conditions très mauvaises de voyage. Arrivés à Memramcook à l'aube, nous avons encerclé vingt maisons mais toutes étaient désertées sauf une où nous avons trouvé neuf femmes et enfants sans aucun homme. Tous étaient malades. Nous avons mis le feu aux trente maisons, éloignant une femme, 200 têtes de bétail, 20 chevaux et à dix heures du matin, nous avons repris la route jusqu'à Westcock [...] (THOMAS 1937, 29)

Une femme acadienne est souvent seule face aux opérations d'expulsions, les militaires britanniques recherchant d'abord les hommes et non les femmes et enfants. Devant les difficultés rencontrées pour trouver ces hommes cachés dans les bois avoisinant les villages, les Britanniques prennent également la décision d'expulser femmes et enfants. Les témoignages des missionnaires catholiques nous donnent à voir les conséquences de ces exactions. Le missionnaire spiritain François Le Guerne, présent en 1756 dans les environs de Memramcook au sud de la Nouvelle-Écosse, mentionne dans une lettre l'état de sidération de « ces femmes dont on a enlevé les maris et qui, pour la plupart, n'ont que de jeunes enfants incapables de leur porter assistance » (MAILLET 1994, 107).

À la signature du traité de Paris (1763) scellant la victoire britannique à la guerre, les Acadiennes faisant partie des groupes déportés en Angleterre, aux colonies du Massachusetts et de New York, comptent désormais sur l'aide de la France métropolitaine (BOYER VIDAL 2005). Les missionnaires français, en particulier les frères spiritains qui les connaissent parfois de l'Acadie pré-déportation, sont chargés par la France d'aider ces réfugiées. Celles du Massachusetts souhaitent passer en territoire catholique, celles des autres colonies d'Amérique du Nord demandent à partir en Louisiane. Celles stationnées en Grande-Bretagne depuis 1757 souhaitent passer en France. Une première vague de réfugiées acadiennes est déjà accueillie en métropole pendant l'hiver 1758-

1759 à la prise de l'île Saint-Jean. Cinq ans plus tard, les groupes acadiens se trouvant dans les ports de Liverpool, Southampton, Bristol et Penryn, négocient leur départ vers la France (MARTIN 2012, 42-43).

Ces réfugiés croisent malheureusement la fulgurante ascension d'un homme aux ambitions démesurées. Particulièrement actif au sein de la Cour, Étienne-François de Choiseul, principal ministre d'État, souhaite faire revivre les plus belles heures de l'empire dans lequel il place des espérances politiques concrètes (COTTRET 2018). Acculé par la défaite, Choiseul se met en quête de projets « compensant » l'échec français à la guerre de Sept Ans (MEYER, TARRADE, THOBIE, REY-GOLDZINGER 2016). Devant le manque de populations blanches, la peur des mutineries d'esclaves et les revendications des colons installés dans les sociétés coloniales hors du continent nord-américain, Choiseul souhaite rapatrier les Acadiens en métropole avant de les renvoyer aux colonies (MOUHOT 2009, 386). Il leur promet des terres cultivables. 3 500 personnes sont ainsi dispersées à partir de 1763 entre les ports de Boulogne, Le Havre, Cherbourg, Saint-Malo, Morlaix, Lorient, La Rochelle, Rochefort et Bordeaux (LEBLANC 1979, 115). Le groupe reçoit une pension du roi (la « subsistance ») à raison de 6 sols par jour dans l'attente de sa réinstallation définitive (MARTIN 2012, 43).

Une fois en métropole, les réfugiées acadiennes continuent tant bien que mal d'exercer une profession pour subsister ou subvenir aux besoins de leurs familles. On relève en 1785 parmi les Acadiennes de Nantes, les mentions de « domestique, femme de chambre, journalière, fileuse, lingère, couturière, tailleuse, voilière » (MOUHOT 2009, 172). Cette professionnalisation montre toute la constitution à l'échelle individuelle d'un espace d'autonomisation (BUTLER 2007).

Les salaires sont moitié moindres par rapport à ceux gagnés des hommes. Aux îles Saint-Pierre-et-Miquelon, les réfugiées acadiennes qui « blanchissent, repassent et raccommodent le linge » ne gagnent jamais plus de « 20 ou 30 sols » pour ces activités (POIRIER 1984, 81). En métropole, preuve d'une prise de conscience de ces disparités professionnelles, les membres des corporations des marchandes de mode, des plumassières et fleuristes rédigent leur propre cahier de doléances au Roi et écrivent en janvier 1789 : « les femmes ne pourraient-elles pas aussi faire entendre leur voix ? [...] Nous demandons Sire, que votre bonté nous fournisse les moyens de faire valoir les talents dont la nature nous aura pourvues » (LE BOZEC 2019, 31). Ces prises de conscience ont aussi lieu dans les milieux ruraux et populaires. En 1786, trois jeunes femmes acadiennes, les sœurs Marguerite Rosalie, Anne Suzanne et Marie Esther Richard, vivent ensemble à Morlaix. Exerçant les professions de tailleuse et lingère, elles

LES RÉFUGIÉES ACADIENNES DANS L'ATLANTIQUE FRANÇAIS : DES VOIX
EFFACÉES

souhaitent ne pas être inquiétées par les corporations pour ces activités en tant qu'étrangères mais aussi certainement en tant que femmes. Leurs demandes nous sont connues par un rapport du subdélégué de l'intendance de Morlaix qui précise : « Comme elles sont assez occupées, elles ne réclament point de solde. Mais craignant d'être inquiétées par la communauté des tailleurs, elles demandent qu'on veuille bien leur accorder toute franchise pour exercer leur profession » (AD ILLE-ET-VILAINE C 2453). Ces femmes veulent ainsi agir sur leur subsistance propre en réfutant la solde d'État normalement attribuée aux réfugiées.

Conscientes de leur infériorité dans la loi et les hiérarchies sociales, les femmes des milieux populaires européens n'ont pourtant que peu de marge de manœuvre institutionnelle et juridique sur leurs conditions d'existence. Chaque État tente de contenir à des degrés divers femmes pauvres et groupes sociaux jugés nocifs à la plus vaste communauté. Les institutions chargées d'aider ces groupes sont souvent tenues par des ordres religieux comme les aumônes ou les hôpitaux généraux. Ces institutions assurent une fonction ambivalente de préservation des normes morales et d'aide matérielle aux femmes indigentes (MUCHNIK 2019, 31). L'un des rares documents de l'exil en France exclusivement centré sur trois réfugiées acadiennes : les sœurs Marie, Geneviève et Henriette Achée est un « laissez-passer » attestant aussi de leurs « bonnes mœurs » par le prêtre de leur paroisse. Datant du 26 mai 1773, il leur sert à rejoindre la ville de Morlaix à partir de Belle-Ile-en-Mer, « ne pouvant plus subsister ici pour la misère des terres ». Celui-ci contient une note du recteur de l'église de Bangor à Belle-Ile-en-Mer où elles sont établies, stipulant qu'elles sont « agrégées aux Acadiens établis à Belle-Isle en Mer, sont de bonnes vies et mœurs et qu'elles ont fait leurs pâques en ladite paroisse » (ANOM, C E1). Ce laissez-passer est central à la compréhension des déplacements des Acadiennes qui ne recouvrent pas toujours ceux des Acadiens. Il s'agit ici de femmes d'une même famille désirant rejoindre la ville pour exercer une profession qu'elles ne peuvent exercer à la campagne. Elles ne suivent nullement un chef de famille. Un laissez-passer similaire est également établi sur l'île le 3 février 1773 pour Marguerite Naquin, « veuve sans chagrins, accadienne, et ses deux enfants allant à Morlaix pour affaires » (ANOM E 319).

Ces déplacements professionnels ont lieu alors que la France choisit « l'encadrement » du groupe acadien par l'Église. L'État dépêche ainsi Jean-Louis Le Loutre, ancien missionnaire en Acadie, pour déplacer 78 familles acadiennes réfugiées à Saint-Malo et Morlaix vers Belle-Ile-en-Mer en 1763 (GRIFFITHS 2009, 390). Subtile, la relation entre réfugiée et membres du clergé s'avère souvent complexe car dominée par des liens de subordination mais aussi

de confiance. Ainsi, nombreuses sont les femmes acadiennes rencontrant à Belle-Ile-en-Mer de grandes difficultés économiques dont elles font part aux membres du clergé. Madeleine LeBlanc se plaint par exemple au recteur de Belle-Ile-en-Mer de « la misère générale des temps » (ANOM, C E308).

La correspondance des Acadiennes : recréer des espaces de proximité

Malgré cette intrusion du pouvoir étatique et religieux dans leurs vies privées, les réfugiées acadiennes tentent de (re)créer des espaces de proximité. Parmi ceux-ci, la correspondance. Si les lettres de Vénérande Robichaud, déportée au Massachusetts puis installée au Canada, ont déjà été étudiées en raison de son statut social de femme d'affaires (FRENETTE, MARTEL, WILLIS 2006, 5) d'autres lettres mériteraient une analyse restituant la subjectivité féminine dans les conditions imposées par l'exil.

En 1764, Marguerite Landry d'Entremont, réfugiée à Cherbourg, rédige plusieurs lettres à son neveu Joseph d'Entremont, réfugié aux îles de Saint-Pierre-et-Miquelon. Elle mentionne : « Ne sachant aucunement et ne voyant guère d'apparence que nous puissions nous revoir encore de sitôt car je vous dirai que l'on destine une très grande quantité et pour ainsi dire tous les Acadiens qui sont dans la France pour aller établir la Cayenne » (MOUHOT 2004, 96-115).

Landry d'Entremont nous donne à comprendre les sentiments de peur et d'insécurité qui émanent des réfugiées acadiennes en France. L'auteure comprend que cet État souhaite les voir passer rapidement aux colonies. Elle ne possède qu'une vague idée des colonies françaises aux Caraïbes puisqu'elle mentionne que la Cayenne « est un pays près des Indes ». Elle apporte aussi des raisons pour lesquelles elle déconseille de s'y rendre : « je ne vous conseillerais pas d'en prendre le parti parce que le climat et les chaleurs sont très contraires à notre tempérament et ce serait nous exposer à la mort d'en prendre le parti ». Elle ajoute à la fin de sa lettre :

Monseigneur le ministre a fait réponse à Monsieur notre commissaire de nous continuer la paye et de nous tenir tranquilles jusqu'à nouvel ordre et qu'il savait qui nous étions et que l'on ne nous proposerait point la Cayenne puisque nous avions répugnance d'y aller et par conséquent mon cher neveu je vous prie de vous tenir tranquille jusqu'à ce que nous sachions notre destinée (MOUHOT 2004, 98).

Cette lettre confirme que les Français s'expatrient mal sous l'Ancien Régime. Deux projets de peuplement sont donc menés par Choiseul consistant en quatre projets de défrichage terrien dont deux en Guyane (Kourou et Cayenne) et deux sur l'île de Saint-Domingue (Bombardopolis et le Môle Saint-Nicolas). Les

LES RÉFUGIÉES ACADIENNES DANS L'ATLANTIQUE FRANÇAIS : DES VOIX
EFFACÉES

Acadiens apparaissent alors comme un réservoir de colons et sont recrutés dans les ports français de Caen, Saint-Malo, Rochefort, Cherbourg, La Rochelle et Nantes où ils vivent, à la faveur d'une solde et de promesses de propriétés terriennes une fois sur place. Tous ces réfugiés acadiens sont néanmoins conscients de cette situation nouvelle en particulier les femmes qui entretiennent une certaine méfiance envers ces colonies françaises lointaines. Cela ne les empêche pas d'agir sur ce rapport de force avec les autorités françaises. Dans la même ville de Cherbourg, deux femmes acadiennes, Nastasie Doré Gaudet et Marie Henry, refusent de passer en Guyane alors que le fonctionnaire chargé de leur recrutement, un certain Monsieur de Francy, les menace de les y envoyer de force. Ces dernières avaient en effet précédemment accepté l'offre de 50 livres du gouvernement pour effectuer le voyage (HODSON 2012, 97). Les sources ne vont pas plus loin et on perd toute trace de ces deux Acadiennes après cet incident.

Les témoignages féminins nous renseignent aussi sur les difficultés physiques de l'exil. En 1822, une veuve acadienne dont on ne connaît pas le nom, livre son témoignage de la déportation alors qu'elle vit encore en France, à La Puye. Agée de soixante-dix ans, elle la raconte à une sœur de l'ordre de Sainte-Croix :

[...] tous mes compatriotes ne sont pas restés ici [en France] : trente ans plus tard, le roi de France en envoya plusieurs au roi d'Espagne pour aller peupler une île. J'allai moi-même jusqu'à Nantes pour m'embarquer mais je me trouvai si malade qu'il me fut impossible d'aller plus loin et je suis restée en France (RIGAUD 1867, 129-130).

Une nouvelle fois, les lieux où les administrateurs français comptent envoyer les réfugiées acadiennes ne sont que peu connus, ces lieux « exotiques » restant pour elles très vagues. Cette femme veuve anonyme n'était cependant pas en état physique d'effectuer le voyage, en a-t-elle été écartée par les responsables de projets de colonisation ? Ou bien a-t-elle invoqué « ces douleurs physiques » qui surviennent quinze ans après l'arrivée en France pour éviter le voyage difficile jusqu'à cette « île » ? Dans une autre lettre de Marguerite Landry d'Entremont envoyée le 25 janvier 1773 à sa sœur Marguerite Amirault vivant à Pobomcoup, en Nouvelle-Écosse, les difficultés physiques sont à nouveau mentionnées : « Mon corps n'est plus qu'une aiguillette et un cadavre, quatre jours debout et un mois sur un lit de douleur » (MOUHOT 2004, 99).

Au-delà des peurs et méfiances envers les colonies, des douleurs physiques et morales de l'exil, le sentiment d'incertitude sur l'avenir prédomine dans la correspondance et les témoignages des réfugiées acadiennes. Ces femmes

ADELINE VASQUEZ-PARRA

sont souvent lucides sur leur situation. Suzanne Richard, décrite comme « couturière et femme de chambre » exilée à Morlaix, le montre très explicitement. Elle écrit ainsi le 16 septembre 1785, en réponse à Madame du Laz, comtesse bretonne « que celle-ci paraît aimer beaucoup et qui, de son côté, lui semble très dévouée » (BAUDRY 1905, 445) :

Au sujet de nos affaires, il n'y a encore rien de décidé. Nous ne savons pas encore quel sera notre sort. On espère cependant que cela se décidera dans le cours de l'hiver. Vous savez sans doute qu'il y a la moitié des Acadiens qui étaient ici qui sont partis pour la Louisiane. Quand nous aurons quelque chose de nouveau, je prendrai la liberté de vous en faire part. (BAUDRY 1905, 445)

Loin de n'être qu'anecdotes émaillant un récit global de la déportation, ces témoignages une fois cousus entre eux, retissent la toile des sentiments mais aussi des actions et engagements féminins produits par l'exil. Ces preuves d'une perspective féminine sont souvent situées à l'arrière-plan dans les archives d'État valorisant l'agentivité masculine, à l'instar des pétitions de chefs acadiens aux gouvernements (VASQUEZ-PARRA 2011, 92). Émanant souvent d'une parole privée mais aussi de certains engagements publics tels que l'activité professionnelle ou la résistance à l'autorité, ces témoignages interrogent sur la constitution de l'archive. Certaines réfugiées acadiennes sont ainsi souvent décrites dans les douleurs de l'exil par le pouvoir en place mais jamais dans leur capacité à agir sur leur situation. Nul ne sait par exemple ce qu'il advint de Nastasie Doré Gaudet et Marie Henry ayant refusé le passage en Guyane.

À partir de 1764, des mutineries de réfugiés acadiens ont lieu dans certains ports français. Dans une lettre rédigée au commissaire de la marine, Étienne-François de Choiseul fait part de sa colère devant leurs réticences à partir vers la Guyane. Il précise alors : « J'ai rendu compte au Roi de la répugnance que les Acadiens qui sont dans votre département témoignent pour passer à Cayenne. Sa Majesté vous charge de leur faire sentir de sa part combien cette obstination est déplacée » (MOUHOT 2009, 74). Les craintes exposées dans les correspondances féminines se concrétisent ainsi dans des révoltes.

« Le poids des femmes » : bienfaisance et prises en charge d'État

Loin de ne se limiter qu'à des prises de conscience ponctuelles, les réfugiées acadiennes agissent pour le financement de leurs besoins par le gouvernement français pendant toute la durée de leur séjour. Les réfugiés reçoivent ainsi lorsqu'ils sont parents une subsistance d'un sol par jour pour leur logement et cinq sols pour leur nourriture. L'administration française prévoit

LES RÉFUGIÉES ACADIENNES DANS L'ATLANTIQUE FRANÇAIS : DES VOIX
EFFACÉES

aussi 3 sols par enfant, les orphelins de plus de dix ans étant traités comme les parents (MOUHOT 2009, 427). Cette aide financière ne suffit pas. Certaines Acadiennes tentent donc de réclamer des subsistances supplémentaires au ministre de la marine, Pierre Etienne Bourgeois de Boynes puis directement au roi Louis XVI. Rose Bonnevie, native de Beaubassin puis réfugiée à Saint-Pierre-et-Miquelon rédige ainsi une longue réclamation le 30 mars 1773 dans laquelle elle livre son histoire :

Les Anglois étant venus ravager ce Canton, Jacques Bonnevie, leur père, y perdit tout ce qu'il possédait, dut se réfugier avec toute sa famille à Restigouge, à l'entrée de la Rivière du Canada, dans la Baye des Chaleurs [...] réfugiés à Miquelon, on lui donna du terrain, il fonda un établissement de pêcherie puis il fut envoyé à Cherbourg en février 1768 dénué de tout meuble et presque sans vêtements, il reçut 6 soles par jour par la subsistance du Roi et celle de 3 soles à chacun de ses quatre enfants [...] (ANOM, C E40)

Cette subsistance, explique-t-elle, « n'est pas à beaucoup près suffisante pour nourrir le père, la mère et les 4 enfants surtout dans ce temps de cherté où le pain le plus commun est à 3 soles la livre » (ANOM, C E40). Elle ajoute également que ces trop maigres soldes ne peuvent être partagées avec Marie Bonnevie, sa belle-sœur : « laquelle est réduite dans un état d'infirmité qui ne lui permet absolument aucune espèce de travail » (ANOM, C E40). Sans l'octroi d'une pension plus conséquente, cette dernière se « trouvera réduite à la plus affreuse misère et à aller mendier sa vie » (ANOM, C E40). Cette lettre nous renseigne sur des difficultés qui ne sont pas isolées. Les demandes de soldes supplémentaires s'étalent dans le temps, preuves de difficultés économiques prolongées chez les femmes acadiennes en France qui ne reçoivent pas toutes d'aide familiale. Anne Landry, originaire de Port Royal, touche ainsi 54 soles de subsistance par an pris sur le département de la marine du Havre et ce, jusqu'à la fin des années 1790. Anne Terriaud condamne quant à elle en 1769 « le triste état dans lequel elle se trouve depuis qu'on lui a retranché à Rochefort la paie que le Roy lui avait accordée » (ANOM, C E376). En effet, devant les réticences des Acadiennes à entrer dans les plans de revalorisation agricole menés aux colonies, le gouvernement retranche ses aides et se fait menaçant.

Au moment où elles sont sollicitées pour partir vers les colonies, les réfugiées acadiennes demandent aux autorités françaises des finances supplémentaires pour entretenir leurs familles. Magdeleine Granger, âgée de 50 ans et résidant à Morlaix, entreprend cette demande « n'ayant pour elle et ses trois pupilles que son travail et ne pouvant les abandonner pour reprendre l'état de

femme de chambre qu'elle avait auparavant » (MOUHOT 2009, 426). Ces Acadiennes pauvres sont certainement conscientes de leur départ prochain si elles n'arrivent pas à subvenir à tous leurs besoins. En 1763, une « créole du Canada », Marie-Josèphe Rousseau de Souvigny de Chassaing, veuve d'un officier français, recrute ainsi exclusivement des femmes pauvres et engage 22 « filles de ménage » acadiennes à travailler dans son habitation située aux environs de Cayenne. Elle leur donne en échange « 50 à 55 livres de gage » (GODFROY 2014, 148). Certaines réfugiées acadiennes tentent aussi de réunir suffisamment de fonds pour entrer au couvent. C'est le cas de Marguerite Bazer qui ne parvient pas à réunir 3000 livres dans la ville de Cherbourg (MOUHOT 2009, 150). De nombreuses Acadiennes sont donc réduites à la grande pauvreté et ne peuvent subsister qu'en raison d'une solidarité étatique sans que l'on connaisse le rôle exact de la bienfaisance communautaire.

On compte aussi sur la période s'étalant de 1764 à 1784, de nombreux mariages mixtes qui deviennent facteurs d'intégration à la société française. L'historien Jean-François Mouhot note que 23% des mariages ont lieu entre Acadiennes et Français contre 18% pour les hommes en Poitou où ils sont réfugiés (MOUHOT 2009, 371). Les soldes d'État ne valent toutefois pas pour le conjoint lors d'un mariage mixte sauf lorsqu'un homme acadien épouse une Française, la conjointe se voit alors « acadianisée » et reçoit, elle aussi, une solde. Les Acadiennes ne perdent pas pour autant leur statut lors d'un mariage mixte comme l'indique le commissaire Lemoyne à l'ordonnateur de Bordeaux en 1773 : « Les femmes acadiennes qui ont épousé ou des Européens ou des gens de l'île Royale ou du Canada seront traitées particulièrement à raison de leur naissance comme Acadiennes, et jouiront des grâces accordées généralement à tous les Acadiens [...] » (MOUHOT 2009, 160).

En contexte colonial, cette donnée génère une incidence. Deux Acadiennes, Marie-Madeleine Boudrot et Madeleine Lapierre, s'engagent pour la Guyane en s'étant déjà mariées à des Français en métropole et non parce qu'elles suivent leur groupe (HODSON 2012, 98). On compte ensuite plus de mariages entre Acadiennes et Français de la métropole aux petites Antilles (Martinique et Guadeloupe) que dans d'autres lieux où s'établissent de façon provisoire les Acadiennes. L'historien Gabriel Debien note pour la Martinique que « 43 Acadiennes épousent des métropolitains, 3 des Créoles. Ce nombre d'Acadiennes qui prennent des hommes sans long passé colonial n'exprimerait-il pas le souhait de ne pas mourir à la colonie ? » (DEBIEN 1984, 57-104). Cet accroissement des mariages mixtes signifie que la cohésion communautaire est moins forte chez les femmes. Celles-ci s'affranchissent des rapports de solidarités interfamiliales longtemps valorisées par l'historiographie. Ces mariages mixtes peuvent aussi

LES RÉFUGIÉES ACADIENNES DANS L'ATLANTIQUE FRANÇAIS : DES VOIX
EFFACÉES

être interprétés comme une issue à la main mise de l'État sur la vie des femmes, voire sur leur corps.

La Martinique et Saint-Domingue

Les mariages mixtes sont paradoxalement facilités par les conditions de prise en charge de l'État colonial qui choisit de mélanger les populations « colonisatrices ». C'est le cas en Martinique où 399 Acadiens s'établissent aux côtés de familles alsaciennes, au quartier de Champflore sur des terres appartenant au sieur Lecomte. Dans l'Est de la paroisse de Saint-Pierre, des populations allemandes de la Principauté des Deux-Ponts et des gens de couleur libres se joignent aussi à eux (ANOM C 8B, 115).

Choiseul indique en 1764 au gouverneur de la Martinique, François Louis de Fénelon et à son intendant, Pierre Paul Lemercier de la Rivière que : « le roi a approuvé que vous fassiez un marché avec quelques négociants de confiance à la Martinique que vous chargerez de faire acheter un bateau à la Nouvelle-York et d'y prendre 150 Acadiens qu'il transportera pour être distribués soit à la Martinique, soit à Sainte-Lucie » (ANOM C 8B, 116). En effet, 129 Acadiens (21 familles) s'embarquent clandestinement de la colonie de New York pour la Martinique le 25 août 1764 (ANOM C 8A, 67). Les femmes deviennent donc dépendantes une fois sur place des politiques de colonisation française. L'administration aurait-elle favorisé les mariages mixtes pour désenclaver les communautés de souche française qu'elle considérait comme parties prenantes d'une plus large population blanche ?

Alors qu'ils cherchent à les embarquer pour les colonies, les administrateurs français font émerger entre eux une publicité vantant tous les mérites des Acadiens qu'ils ne connaissent pas, à l'instar de l'intendant de Sainte-Lucie, Daniel Marc Antoine Chardon. Dans une lettre adressée au ministre de la marine datant du 24 août 1763, il les décrit comme : « de très bons sujets, très disposés à cultiver la terre, prêts à faire tout ce qu'on leur commande et qui d'ailleurs ayant tous une famille nombreuse, seront de très bons colons » (DEBIEN 1984, 83).

Néanmoins, l'idée sous-jacente de l'administration française est la même que pour ses contreparties britanniques, il s'agit d'abord de se débarrasser d'individus pauvres qui pèsent sur le denier public. Dans une note aux intendants et commissaires des ports français datant du 26 décembre 1762, Choiseul avait écrit : « il serait bon de présenter aux plus pauvres de ces familles l'idée de passer

soit à Cayenne, soit à Sainte-Lucie, à la Guadeloupe ou à Saint-Domingue » (GODFROY 2014, 146).

Le 10 janvier 1765, 118 nouveaux Acadiens arrivent en Martinique à bord de l'*Union* en provenance de Caen et destinés primitivement à la Guyane. Fénelon écrit longuement à leur propos à Jean-Baptiste Guignard, intendant par intérim des îles du Vent. Il propose de « faire aux Acadiens le même traitement qu'aux Alsaciens et faute pour eux de l'accepter, on leur retranchera les secours que le Monsieur bien leur donnent » (ANOM C 8A, 67). Néanmoins, il se plaint des familles acadiennes déjà sur place :

Avec la ration et une modique solde [elles] n'ont pu se donner à la culture des terres et mendient la plupart ou par paresse ou par manque de facultés. Nous avons déjà tenté de placer celles-cy sur des terrains incultes en leur offrant des outils pour défricher et travailler la terre, mais ce secours ne leur suffisant pas et n'entrevoyant que misère dans une pareille position, nos offres n'ont rien produit (ANOM C 8A, 67).

Il finit sa lettre par rappeler une nouvelle fois : « qu'il convient d'accorder aux Acadiens le même traitement qui a été fixé pour les Alsaciens et aux mêmes conditions, c'est le seul moyen d'en tirer parti » (ANOM C 8A, 67).

Cette même convergence de vues sur les Allemands et les Acadiens de Champflore se produit le 23 avril 1768 lorsque Victor Ennery, nouveau gouverneur de la Martinique écrit :

Les familles allemandes et acadiennes du quartier de Champflore s'y sont soutenues tant qu'elles ont joui de la ration, mais dès l'instant qu'elles ont cessé de la recevoir, le désordre et la confusion se sont mis parmi elles. De plus de 500 personnes qui ont commencé à s'établir dans cette colonie, il n'en reste que 177, dont la plupart ayant perdu leurs chefs, sont dans un état de langueur qui les rend incapables d'aucuns travaux (ANOM C 8 B12).

Cette remarque sur « l'indolence » des Acadiens est une interprétation masquant la faillite des projets de réinstallation français. En effet, les conditions d'accueil sont déplorables. Cela se reproduit à Saint-Domingue en 1764 lorsque le gouverneur Charles-Henri d'Estaing invite officiellement tous les réfugiés acadiens dispersés dans l'Atlantique à peupler son territoire. Plus de 400 Acadiens répondent alors à son appel en janvier 1764 car il leur promet des terres et une solde de dix soles par jour pendant les premiers mois de leur installation (BOYER-VIDAL 2005, 13).

LES RÉFUGIÉES ACADIENNES DANS L'ATLANTIQUE FRANÇAIS : DES VOIX EFFACÉES

En mars 1766, on compte 395 colons acadiens sur l'île. Le gouverneur choisit de les installer aux côtés de colons allemands au Môle Saint-Nicolas et à Bombardopolis (BLANCPAIN 2012, 79) mais la plupart décède en masse (HODSON 2012, 76). Les terres proposées par d'Estaing sont infertiles, les baraquements dans lesquels s'entassent les familles sont insalubres, les conditions de travail atteignent parfois les quinze heures par jour. D'Estaing retient les populations acadiennes en les empêchant de partir des camps de fortune où elles sont installées (HODSON 2012, 89, VASQUEZ-PARRA 2018, 159). Devant ces projets, de nombreuses femmes fuient une nouvelle fois par le mariage exogame. C'est le cas de Rose Dugals, native de Port Royal. On la retrouve en 1788 dans les registres de l'île au moment où elle souhaite épouser un autre étranger : Vincent Capitancy, natif de Venise. Ils se présentent tous deux aux autorités françaises pour demander la lettre de naturalité. Capitancy, en qualité de père et d'époux, « souhaite être naturalisé pour pouvoir assurer à sa femme et à ses enfants le fruit de leurs travaux communs » (ANOM C E62). Capitancy prétend avoir résidé « nombre d'années au Môle Saint-Nicolas » où il s'y est par ailleurs « toujours bien comporté » (ANOM C E62). Capitancy a-t-il rencontré Rose Dugals pendant ses années au Môle ? Si quelques milliers d'Acadiens fuient ces projets, 200 d'entre eux partent pour la Louisiane entre 1771 et 1772, région pour laquelle les témoignages féminins méritent aussi une attention particulière (BRUCE 2020).

Un effacement transnational ?

Si les motifs de la déportation des Acadiennes et des Acadiens en 1755 ont été amplement discutés et nous sont aujourd'hui bien connus, ceux des déplacements atlantiques dans la période suivant le traité de Paris (1763) commencent seulement à émerger. L'analyse des politiques de peuplement des empires français et britannique interroge sur la spécificité accordée aux femmes : étaient-elles pressenties pour devenir des « ventres » indispensables au peuplement colonial ? D'autres femmes en situation de précarité sociale ont-elles fait partie de politiques plus larges de reconquête des territoires avant la Révolution ? L'empire français d'Ancien Régime en concertation avec l'Église catholique possédait-il des exigences précises à l'égard des femmes revenant de ses anciennes colonies ?

Au-delà des politiques, une attention toute particulière doit être portée sur les motifs migratoires intrinsèques à la communauté acadienne elle-même. Les textes historiques semblent jusqu'ici préoccupés par l'accès à la propriété terrienne, moteur de la migration des groupes acadiens vers la France, la Martinique, la Guyane, Saint-Domingue puis la Louisiane. Ces groupes sont

leurrés par des promesses de propriété terrienne qui leur sont faites par des particuliers ou des agents des gouvernements français et espagnol. Or, en règle générale, seuls les hommes avaient accès à la propriété terrienne : les trajectoires acadiennes sont donc pensées du point de vue masculin, attachant tous les membres du groupe à la ruralité. Si les motifs étaient adoptés d'un point de vue féminin, les trajectoires seraient certainement différentes aussi bien dans leur géographie que dans les lieux qu'elles recouvrent. La possibilité d'exercer un métier lié au linge (couturière, blanchisseuse, lessiveuse, etc.) dessine par exemple des migrations acadiennes de la campagne à la ville (de Belle-Ile-en-Mer à Morlaix en France ou du Poitou vers Nantes). Les résistances des Acadiennes à partir aux colonies montrent un attachement à la vie en métropole tout comme le mariage exogame. Étudié de façon systématique, ce dernier montre peut-être aussi des retours en métropole de femmes acadiennes parties aux colonies.

Les voix des réfugiées acadiennes dans l'Atlantique français sont étouffées dans la narration historique par une survalorisation des négociations sur l'accès à la terre, entreprises entre quelques leaders masculins du groupe et les administrations européennes. Les sources rendant compte de ces dialogues sont néanmoins du même ordre micro-historique que celles retrouvées dans cet article. Celles-ci posent évidemment le problème de leur articulation au collectif mais demeurent les seules capables de reconstituer l'expérience de l'exil (sentiments, amitiés, attaches familiales, choix de vie).

Une autre histoire de la déportation acadienne peut prendre le parti des voix subalternes, c'est-à-dire des femmes et hommes ayant recréé des communautés cimentées par d'autres moteurs que la loi des chefs de familles étendues et la propriété terrienne. L'agentivité féminine ou l'identité socio-professionnelle peuvent être parmi ces moteurs. Ces expériences décentrent le récit traditionnel du Grand Dérangement, métarécit où le cadre étroit du fait national prédomine sur la diversité de ses voix. Ce dernier doit aujourd'hui assumer la concurrence d'un récit alternatif qui rendrait compte de toutes les voix effacées par une conception trop linéaire du phénomène de dispersion, lié à la reconstitution d'une organisation sociale marquée par la copropriété et la patrilocalité. L'analyse par le genre pourrait aussi révéler un certain nombre de changements à cette organisation dans des réinstallations ultérieures. Une fois réinstallées, ces femmes forcées à un nouveau modèle de subsistance au sein d'un réseau familial resserré pendant les années d'exil se sont-elles facilement pliées à un ancien modèle de gestion des ressources ?

LES RÉFUGIÉES ACADIENNES DANS L'ATLANTIQUE FRANÇAIS : DES VOIX
EFFACÉES

Bibliographie

Archives

ARCHIVES NATIONALES D'OUTRE-MER (ANOM), Collection E 1,
« Achée Marie, Geneviève et Henriette, établies à Bangor dans le Morbihan,
1773 ».

ARCHIVES NATIONALES D'OUTRE-MER (ANOM), Collection C8 A,
Secrétariat d'Etat à la marine, « Correspondance à l'arrivée en provenance de
Martinique ».

ARCHIVES NATIONALES D'OUTRE-MER (ANOM), Collection C8 B,
Secrétariat d'Etat à la marine, « Correspondance à l'arrivée en provenance de
Martinique ».

ARCHIVES NATIONALES D'OUTRE-MER (ANOM), Collection C8 B12,
« Projet de décision relatif aux familles allemandes et acadiennes établies en
Martinique ».

ARCHIVES NATIONALES D'OUTRE-MER (ANOM), Collection C E 308,
Secrétariat d'Etat à la Marine

ARCHIVES NATIONALES D'OUTRE-MER (ANOM), Collection E 319,
Secrétariat d'Etat à la Marine

ARCHIVES NATIONALES D'OUTRE-MER (ANOM), Collection E 40,
Secrétariat d'Etat à la Marine

ARCHIVES NATIONALES D'OUTRE-MER (ANOM), Collection E 376,
Secrétariat d'Etat à la Marine

ARCHIVES NATIONALES D'OUTRE-MER (ANOM), Collection E 62,
Secrétariat d'Etat à la marine, personnel colonial ancien

ARCHIVES DEPARTEMENTALES D'ILLE-ET-VILAINE (AD), Collection C
2453, 1786-08-04.

Ouvrages et articles

BASQUE, Maurice. 2003. « Seigneuresse, mère et veuve : analyse d'une parole
identitaire féminine en Acadie coloniale du XVIII^e siècle. » *Dalhousie French
Studies*, 62 (1) : 73-80.

ADELINE VASQUEZ-PARRA

BASQUE, Maurice, Phyllis LEBLANC et Isabelle MCKEE ALLAIN. 2000. *L'Acadie au féminin : Un regard multidisciplinaire sur les Acadiennes et les Cadiennes*. Moncton : Mouvange.

BAUDRY, Jean. 1905. *Étude historique et biographique sur la Bretagne à la veille de la Révolution française, à propos d'une correspondance inédite, (1782-1790)*. Paris : Champion.

BLANCPAIN, François. 2012. *L'Amiral d'Estaing, serviteur et victime de l'Etat, 1729-1794*. Bécherel : Les Perséides.

BELLIVEAU, Pierre. 1972. *French Neutrals in Massachusetts: The Story of Acadians Rounded up by Soldiers from Massachusetts and their Captivity in the Bay Province, 1755-1766*. Boston : Giffen.

BOYER-VIDAL, Yves. 2005. *Le retour des Acadiens : errances terrestres et maritimes, 1750-1850*. Neyron : Éditions du Gerfaut.

BRASSEAU, Carl. 1991. *Scattered to the Wind: Dispersal and Wandering of the Acadians, 1755-1809*. LaFayette : University of Louisiana.

BRUCE, Clint. 2020. « De l'acadianité en contexte louisianais : les *Veillées d'une sœur ou le destin d'un brin de mousse* (1877), autobiographie de Désirée Martin », dans THIBEAULT Jimmy, Michael POPLYANSKY, Stéphanie ST-PIERRE et Chantal WHITE. *Paroles et Regards de Femmes en Acadie*, 141-160. Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval.

BRUN, Régis. 2003. *Les Acadiens avant 1755*. Moncton : éditions Cormier.

BUTLER, Judith. 2007. *Le récit de soi*. Paris : Presses Universitaires de France.

CLARKE, Patrick D. 2000. « Régions et régionalismes en Acadie. Culture, espace, appartenance ». *Recherches sociographiques*, 41 (2) : 299-365.

COTTRET, Monique. 2018. *Choiseul - L'obsession du pouvoir*. Paris : Tallandier.

DEBIEN, Gabriel. 1984. « Les Acadiens réfugiés aux Petites Antilles, 1761-1791 ». *Cahiers de la Société Historique Acadienne*, 5 (1) : 57-104.

FARAGHER, John Mack. 2006. *A Great and Noble Scheme, The Tragic Story of the Expulsion of the French Acadians from their American Homeland*. New York: W.W Norton.

FRENETTE, Yves, Marcel MARTEL et John WILLIS. 2006. *Envoyer et recevoir. Lettres et correspondances dans les diasporas francophones*. Québec : Presses de l'Université Laval.

LES RÉFUGIÉES ACADIENNES DANS L'ATLANTIQUE FRANÇAIS : DES VOIX
EFFACÉES

- GODFROY, Marion. 2014. *Le dernier rêve de l'Amérique française*. Paris : Echo Vendémiaire.
- GRIFFITHS, Naomi. 2009. *From Migrant to Acadian: A North American Border People, 1604-1755*. Montreal: McGill-Queen's University Press.
- GRIFFITHS, Naomi. 1974, "Acadians in Exile : the Experiences of the Acadians in the British Seaports". *Acadiensis*, 4 (1) : 116-124.
- GUILHAUMOU, Jacques. 2012. « Autour du concept d'agentivité ». *Rives méditerranéennes* 1 (41) : 25-34.
- HODSON, Christopher. 2012. *The Acadian Diaspora: an Eighteenth Century History*. Oxford: Oxford University Press.
- LANG, Nicole et Nicolas LANDRY. 2001. *Histoire de l'Acadie*. Sillery : Septentrion.
- LANE JONAH, Anne Marie et Elizabeth TAIT. 2007. "Filles d'Acadie, Femmes de Louisbourg: Acadian women and French colonial society in Eighteenth Century Louisbourg". *French Colonial History*, 8 (1) : 23-51.
- LEBLANC, Phyllis. 2020. « Que nous apprennent les synthèses historiques et les contributions récentes à la recherche fondamentale en histoire des femmes et du genre en Acadie ? » dans THIBEAULT Jimmy, Michael POPLYANSKY, Stéphanie ST-PIERRE et Chantal WHITE. *Paroles et Regards de Femmes en Acadie*, 21-43. Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval.
- LEBLANC, Robert A. 1979. « Les migrations acadiennes ». *Cahiers de géographie du Québec*, 23 (58) : 99-124.
- LEBLANC, Ronnie-Gilles (dir). 2005. *Du Grand Dérangement à la déportation : nouvelles perspectives historiques*. Moncton : Mouvance.
- LEBLANC, Ronnie-Gilles, « Les origines françaises du peuple acadien avant 1714 » dans MAGORD, André (dir). 2010. *Le fait acadien en France, histoire et temps présent*, 20-39. Poitiers : Geste éditions.
- LEBOZEC, Christine. 2019. *Les femmes et la Révolution, 1770-1830*. Paris : Passés composés.
- LONGFELLOW, Henry Wadsworth. 2005 [1847]. "Evangeline: A Tale of Acadie" in *American Poetry from Tennyson to Whitman*. Cambridge: Harvard University Press.

ADELINE VASQUEZ-PARRA

MAGORD, André (dir). 2003. *L'Acadie plurielle : dynamiques identitaires collectives et développement au sein des réalités acadiennes*. Moncton : publications de l'université de Moncton.

MAILLET, Antonine. 1979. *Pélagie-la-Charrette*. Paris : Grasset.

MAILLET, Marguerite. 1994. *Anthologie de la littérature acadienne*. Moncton : Mouvange.

MANCKE, Elizabeth, Geoffrey PLANK, John REID, and Maurice BASQUE. 2004. *The Conquest of Acadia, 1710: Imperial, Colonial and Aboriginal Constructions*. Toronto: University of Toronto Press.

MARTIN, Ernest. 2012. *Les Exilés Acadiens en France au XVIII^e siècle et leur établissement en Poitou*. Poitiers : Geste éditions (réédition 1936).

MEYER, Jean, Jean TARRADE, Jacques THOBIE et Anne GOLDZINGUERREY. 2016. *Histoire de la France coloniale des origines à 1914*. Paris : Armand Colin.

MOUHOT, Jean-François. 2009. *Les réfugiés acadiens en France, l'impossible réintégration ? 1758-1785*. Sillery : Septentrion.

MOUHOT, Jean-François. 2004. « Des revenantes ? À propos des 'Lettres fantômes' et de la correspondance entre exilés acadiens (1758-1785) ». *Acadiensis*, 34 (1) : 96-115.

MUCHNIK, Natalia. 2019. *Les prisons de la Foi. L'enfermement des minorités, XVI^e-XVIII^e siècle*. Paris : Presses universitaires de France.

PARMENTER, John et Mark ROBINSON. 2007. « The Perils and Possibilities of Wartime Neutrality on the Edges of Empires: Iroquois and Acadians between the British and French in North America, 1744-60 ». *Diplomatic History* 31 (1): 167-206.

POIRIER, Michel. 1984. *Les Acadiens aux îles Saint Pierre et Miquelon, 1758-1828*. Moncton : éditions d'Acadie.

RAMEAU DE SAINT-PERE, François Edme. 1859. *La France aux colonies. Etudes sur le développement de la race française hors de l'Europe. Les Français en Amérique, Acadiens et Canadiens*. Paris : A. Jouby.

RIGAUD, Sylvain. 1867. *Vie de la Bonne Sœur Elisabeth Bichier des Âges*. éditions de Poitiers : Paris.

THOMAS, John. 1937. *Diary of John Thomas and journal of John Clarence Courville*. Halifax: ed. John Clarence Webster, Public archives of Nova Scotia.

LES RÉFUGIÉES ACADIENNES DANS L'ATLANTIQUE FRANÇAIS : DES VOIX
EFFACÉES

THERIAULT, Joseph-Yvon. 2013. *Évangéline : contes d'Amérique*. Montréal : Québec-Amériques.

TROUILLOT, Michel-Rolph. 1995. *Silencing the Past: Power and the production of history*. Boston: Beacon Press.

VASQUEZ-PARRA, Adeline. 2018. *Aider les Acadiens ? Bienfaisance et déportation, 1755-1776*. Bruxelles : Peter Lang.

VASQUEZ-PARRA, Adeline. 2011. « L'accueil des exilés acadiens suite au Grand Dérangement dans la colonie du Massachusetts de 1755 à 1775 ». *Revue internationale d'études canadiennes*. 44 (1) : 91-126.